



COMPTE-RENDU DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL (CSAL) DU 02/04/2026

Séance ouverte à 14h30

Étaient présent·e·s

Pour l'administration :

Mmes GALLAIS, EXERTIER, DESBORDES, BAUDRU et POUJAUD

Mrs BEZET et JARRY

Pour le secrétariat :

Mmes PACQUEAU, TOULZAC et LATAPIE

Pour les OS : CGT – Solidaires – FO – CFDT/CFTC

Ordre du jour :

I – Présentation de l'exécution budgétaire de la DGFIP de la Haute-Vienne 2025 (pour information)

II – Présentation du Budget 2026

III – Bilan de la campagne IR 2025 (pour information)

IV – Présentation de la campagne IR 2026 (pour information)

VI – Questions diverses.

I – Présentation de l'exécution budgétaire de la DGFIP de la Haute-Vienne 2025 (pour information)

Par rapport à l'année 2024, et s'agissant des Crédits de Paiement (CP) :

- le niveau 1 de la dotation initiale est en diminution de 59 416 €.
(1 888 622 € en 2024 contre 1 829 206 € en 2025 soit -3,15%)

- les niveaux 2 et 3 de la dotation sont également en diminution.

Pour le niveau 3, cette diminution des CP s'explique par une restitution de crédits de paiement effectuée du fait de factures non reçues avant la date de fin de gestion.

- les abondements hors Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) sont en net repli, passant de 459 352 € à 133 175 €. En 2024, les travaux sur les ascenseurs de Cruveilhier, de rénovation du restaurant administratif et de remplacement des conduites d'extraction et de ventilation de la hotte des cuisines ont engendré des abondements pour un peu plus de 205 000 € soit 44,70 % des abondements hors DGF 2024.

Au final, le budget 2025 a été exécuté à hauteur de 2 064 634 € en CP, soit une baisse de 56 599 € par rapport à celui de 2024, soit – 19,70 % par rapport à l'année précédente.

Parmi les dépenses en hausse, les charges de copropriété et les charges locatives. Les premières concernent notamment les sites Baudin et Turgot. En qualité de dernier occupant des lieux, la DDFIP 87 conserve les dépenses à sa charge. Pour les secondes, il semblerait que le décalage d'exercice pourrait être un début d'explication.

Sur les prestations de l'action sociale, en baisse de 20 %, la direction s'engage à nous communiquer le détail par ailleurs.

Parmi les dépenses en baisse, les frais d'affranchissement, d'impression, de déplacement (mission et formation), les frais de nettoyage.

Sur les frais de déplacement mission, la CGT reste et restera vigilante sur les affectations de l'équipe de renfort non pas en fonction de la seule proximité géographique mais bien en fonction des besoins des postes.

Sur les frais de déplacement formation, la direction nous confirme qu'il n'y a pas moins d'agents en formation et que ces dernières se sont moins déroulées à l'extérieur, et à Bordeaux notamment. La CGT a remonté à plusieurs reprises le fait qu'organiser des formations dans la capitale de la Nouvelle-Aquitaine, alors qu'une minorité demeure sur Bordeaux, est un non-sens. S'il n'y a pas moins d'agents en formation, la CGT ne peut que s'en satisfaire. La formation est un droit et ne doit constituer en aucun cas un outil de management.

Les frais d'affranchissement et de déplacement ne doivent pas devenir un dogme budgétaire, une variable d'ajustement justifiant toutes formes d'austérité.

Concernant les dépenses de nettoyage, la CGT demande que le contrat avec le prestataire soit communiqué aux organisations syndicales. Au fil du temps, nous constatons une dégradation des conditions de travail du personnel. Sur Cruveilhier, par exemple, plus d'espaces à nettoyer en un temps toujours réduit. Au manque de moyens humains s'ajoutent le manque de moyens matériels.

La directrice est attentive à la situation concernant les prestations de nettoyage et prend note de notre demande.

II – Présentation du Budget 2026

La mise à disposition des crédits s'est faite par étapes, suite à la loi spéciale du 26/12/2025 et à la loi du 19/02/2026 de finances pour 2026.

La DGF de premier niveau recule de 10,12 % par rapport à 2025, celle de deuxième niveau de 5,16 %. Le budget est impacté à hauteur de -8,47 %, un coup de rabot supplémentaire.

Des nouveautés concernent la DGF et visent à réduire les dépenses (dépenses de communication, par exemple, -20%) ou tenter d'optimiser l'optimisation. (affranchissement, déplacement)

Les prévisions de dépenses 2026:

- poursuivre la maîtrise et la surveillance des dépenses.
- réaliser des travaux d'aménagement sur Cruveilhier (création de plateaux de travail au R+3, changement de la chaudière,...)
- continuer d'améliorer l'état de ses bâtiments domaniaux afin de réduire notamment les dépenses de fluides et d'éviter des coûts d'entretien plus onéreux.
- prévoir de stabiliser le montant de la part agent sur toutes les dépenses ciblées.
- prévoir d'optimiser ses dépenses de nettoyage.

La CGT rappelle que le CGR est une véritable passoire thermique et qu'il serait plus que souhaitable d'envisager une amélioration substantielle des conditions de travail de nos collègues. La direction nous répond que les difficultés sont ciblées, qu'un audit a été réalisé et que des solutions finançables et pérennes sont recherchées. La CGT n'a pas eu connaissance des résultats de l'audit et n'a jamais vu passer le moindre devis en instances...

III – Bilan de la campagne IR 2025 (pour information)

Toujours une très forte sollicitation des services :

- 13 187 visites au guichet : il ressort d'une enquête faite par la direction auprès des usagers pendant la campagne (entretien avec les usagers dans la file d'attente sur la base d'un questionnaire) que les

personnes viennent en majorité lors de changement de vie, que toutes les tranches d'âge sont représentés et qu'ils n'ont pas appelé avant de venir à l'accueil. Ils voulaient seulement rencontrer les agents des impôts pour des renseignements.

- 11 451 appels entrants.
- 829 Accueil Personnalisé sur Rendez-Vous (APRDV) contre 669 en 2024 et 433 en 2023.
- 4 307 Econtacts
- Environ 1 600 mails sur les BALF : *nous avons posé la question car ce chiffre n'apparaît pas dans le Bilan, alors qu'il s'ajoute aux autres flux et n'est pas négligeable !*

D'un point de vue global, les visites à l'accueil restent élevés, le nombre d'appels et de messages e-contact baissent (*les collègues du SIP n'ont pas le même ressenti...*) et le nombre d'APRDV augmente. Les chiffres ont leurs limites... *La complexité d'une demande, et la technicité qu'elle sous-tend, est variable et peut s'avérer chronophage tout en n'apparaissant pas dans les données. Le quotidien d'une campagne, ce sont des journées chargées, marquées par l'engagement, la conscience professionnelle et la résilience des agents « passés à l'essoreuse ».*

Données concernant le traitement des déclaration :

- 242 850 déclarations déposées dont 59 % sont déclarées en ligne (+123 % par smartphone)
- 31400 déclaration papiers (environ 5000 saisies dans le cadre de l'aide apportée par d'autres services)
- 7589 déclarations EDI (processus de télédéclaration dématérialisée des données comptables et fiscales)
- 308 déclarations d'impôt sur la fortune immobilière
- L'impôt moyen en Haute-Vienne est de 2449 euros : *une moyenne qui cache d'importantes disparités, comme celle de la centaine d'utilisateurs en Haute-Vienne qui sont concernés par la contribution différentielle aux hauts revenus c'est-à-dire les foyers fiscaux dont le revenu est supérieur à 250 000 euros pour les contribuables seuls et 500 000 euros pour les contribuables à imposition commune. Mais suis-je bête, peut-être ne payent-ils pas d'impôt ???*

D'autre part, nous déplorons encore une fois l'absence de données chiffrées sur les retraitements de déclaration en ligne qui, en plus, doivent être faites dans des délais très courts !

Une Campagne 2025 remarquable car très largement portée par les agents et leurs grands professionnalismes : toutes les missions de l'accueil multicanal ainsi que les permanences via les France Services, ont été assurés avec succès. Malgré un manque de moyens humains criants liés aux suppressions de postes subis par les SIP, les nombreux objectifs de la Campagne 2025 ont été atteints grâce surtout à la conscience professionnelle des agents. Mais jusqu'à quand les collègues arriveront à faire face ? Et pour quelles reconnaissances ?

IV –Présentation de la campagne IR 2026 (pour information)

La campagne se déroulera du jeudi 9 avril au mercredi 24 juin 2026.

Parmi les nouveautés, on peut citer les évolutions suivantes :

- 2 taux de CSG sur les revenus du patrimoine. (10,6 % et 9,2 %, taux unique auparavant de 9,2 %)
- Pour les dépenses de services à la personne, l'utilisateur doit préciser pour chaque type de dépenses la nature de l'organisme de service à la personne et la modalité d'intervention de l'organisme.

Des améliorations ergonomiques sont apportées à l'application agents GestPart.

Objectifs : toujours moins de papier et lutte contre la fraude réaffirmée.

Les déclarations papier atteignent un niveau incompressible pour notre Direction, et cela depuis un certain nombre d'années. Les bilans et les constats seraient-ils restés lettres mortes ? Quant à la lutte contre la fraude, les belles paroles s'envolent rapidement, et ne sont qu'incantations, faute de moyens matériels et humains. Si le TAGERFIP 2023 pour le SIP de Limoges était de 58 ETP, le sous-TAGERFIP 2026 est de 51 ETP soit à minima -12 % des effectifs en moins... Les suppressions d'emplois croissent nettement plus vite que les pseudos gains de productivité, alors même que l'on parle de missions régaliennes aux impacts budgétaires avérés.

A noter, le déploiement de l'outil de suivi de la relation usagers Contact360, en cours d'intégration dans l'application E-contacts : Cet outil vise à centraliser les informations susceptibles d'être les plus utiles au cours d'un contact avec l'utilisateur.

Concernant l'accueil téléphonique, en plus des 4 postes pour la gestion et 2 pour le recouvrement, prévus chaque jour, les services locaux participeront à l'accueil téléphonique national au titre de la « contribution ».

Pour info, cette année, la capacité contributive de chaque département a été déterminée en prenant en compte les emplois des SIP (situation au 1er

janvier 2026 fournie par SPiB) et non la totalité des emplois des directions.
Waouh et ils s'en réjouissent !

Cela correspond à 77 postes sur les 37 jours de campagne : pour le SIP Limoges ils sont déployés sur des postes mobiles.

Bref... Les sollicitations seront fortes et nombreuses, faute de moyens et de bras supplémentaires, les agents feront au mieux...quand la conscience professionnelle est là, on attend, à minima, la reconnaissance.

Monsieur JARRY, responsable du SIP de Limoges nous présente l'organisation prévue notamment :

Sur l'accueil physique, l'objectif est de fluidifier les flux par un traitement efficace des files d'attente, une signalétique simplifiée tout comme les visuels. Car cette année, les usagers du SGC de Limoges et Amendes se rajoutent aux autres nombreuses visites du SIP et de tous les services des Finances publiques présents sur ce site !

M JARRY indique que le tri effectué par le service courrier en amont est très apprécié.

Le cadencement des travaux doit permettre de maintenir un haut niveau de qualité de service.

Relance du soutien aux populations sensibles : assistantes maternelles, maison d'arrêt.

Permanences dans les France Services + contacts téléphoniques réguliers avec les référents.

La réussite de la campagne repose sur tous les agents du SIP et Monsieur JARRY prône la bienveillance avant tout. Il confirme que le SIP tient à garder toutes ses missions et à pouvoir les remplir entièrement.

Le PCRП vient en soutien pour des rendez-vous et e-contact sur des questions spécifiques. Pour l'instant, pas d'aide prévue pour la saisie des déclarations par les autres services comme les années précédentes.

Un vigile a été recruté, du 20 avril au 1er juin 2026, à des fins préventives à l'entrée du hall d'accueil de Limoges Cruveilhier. Suite aux 22 vacations réalisées par le vigile, un bilan sera réalisé.

La CGT peut regretter l'absence d'un vigile au début de la campagne, soit dès le 9 avril 2026. Quant au bilan, suite à notre interrogation sur sa communication, la direction nous précise qu'il sera présenté aux organisations syndicales, ce qui, en termes de dialogue social, paraît le minimum syndical.

La question de la « journée d'autorisation d'absence » a été posée. La directrice n'est pas favorable à l'autorisation d'absence (AA) car cela va à l'encontre de ses principes ; ce serait inéquitable pour les autres services, donc pas d'AA, ni de récupération complémentaire possible comme les années précédentes. Les agents disposent d'un nombre de congés suffisants. Nous lui avons proposé d'être équitable en donnant à chaque agent de la Direction une AA exceptionnelle en remerciement de leur implication et de leur conscience professionnelle...mais pas de succès ! Nous signalons donc à nos collègues du SIP pour cette Campagne 2026, à rester vigilants sur leurs nombres d'heures travaillées afin qu'ils ne soient pas écrêtés dans la période. En cas d'écrêtements, n'hésitez pas à faire remonter toutes demandes.

Ouverture exceptionnelle le mardi 19 mai 2026. Qui dit ouverture exceptionnelle dit fermeture exceptionnelle, une fermeture exceptionnelle pour le jeudi 21 mai 2026 est proposée. La direction n'est pas opposée à l'idée.

V – Questions diverses.

La CGT déplore de nouveau l'absence d'un médecin de prévention. Une absence devenue urgemment urgente. Nos collègues, faute de solution, se trouvent dans une situation de déshérence médicale, psychologique et sociale qui ne dure que depuis trop longtemps. La directrice nous répond partager nos inquiétudes et persiste au niveau du secrétariat général.

Nous faisons remonter un problème au niveau d'une fenêtre au niveau des box à l'accueil sur le site Cruveilhier coté parking. L'isolation n'est pas assurée. Le problème sera résolu.

Les caméras de surveillance de l'accueil sur le site Montmailler demeurent actives. Or, les locaux syndicaux se situent dorénavant à ce niveau. Nous avons demandé que le nécessaire soit fait afin d'assurer la confidentialité pour les agents sollicitant les OS.

Sur la hausse du coût des carburants et le recours au télétravail, un courriel a été envoyé le 07/04/2026 aux responsables de services les appelant à la bienveillance et au recours facilité au au télétravail. Cette mesure étant transitoire et exceptionnelle.

Fin de la séance à 18 h 05

Les élu·e·s de la CGT Finances Publiques

Myriam MORANGE, Vanessa GILLES et Frédéric GILOUPPE

Expert : Dominique COULAUDOU

Adresse courriel de la section : cgt.ddfip87@dgfip.finances.gouv.fr



BULLETIN D'ADHESION

SANS LA CGT



AVEC LA CGT



NOM : Prénom :
Service : N° de tél :
Grade : Echelon :
Temps partiel % : ☐ OUI ☐ NON

Site internet local : <http://www.dgfip.cgt.fr/87/>